La commission exécutive réunie ce jour a appris avec effroi l'assassinat de notre collègue de pôle emploi Valence décédée dans l'exercice de sa profession. Nous adressons une pensée à sa famille et à tous ses collègues, nous sommes tous sidérés par la violence de l'événement.

Aucun travailleur ne doit perdre la vie sur son lieu de travail. Pourtant les signaux d'alertes se multiplient.

Ainsi, par exemple, une émeute d'une violence sans précédent s'est produite au sein d'un site d'accueil de la CPAM des Bouches du Rhône entrainant des conséquences graves sur la santé physique et psychologique des agents d'accueil livrés à eux-mêmes et du vigile présent sur les lieux.

Nous nous retrouvons de plus en plus confrontés au quotidien aux conséquences des politiques antisociales conduites par le gouvernement qui s'attaque à l'assurance chômage et à la Sécurité sociale.

D'ailleurs, nos craintes se portent également sur les conséquences de la réforme de l'allocation logement qui supprime une nouvelle fois des droits aux allocataires avec des conséquences parfois dramatiques.

Cette politique libérale mènera inéluctablement à de nouvelles tensions dans les accueils des CAF.

Face à cette crise sociale, il est grand temps d'inverser les logiques économiques et sociales vers une politique ambitieuse de protection sociale et de donner les moyens nécessaires à nos organismes afin d'assurer un service public de qualité.

En ce jour de 120ème anniversaire de la naissance d'Ambroise Croizat, il devient vital de reconquérir son héritage et de l'imposer dans cette société rendue individualiste.

Loin de cette ambition, les inégalités se creusent, les riches sont de plus en plus riches. Le CAC40 ne connait pas la crise et a distribué 37 milliards de dividendes pendant la période de pandémie. La situation sanitaire ne saura pas étouffer les colères, et nous ne laissons pas l'extrême droite surfer sur la misère sociale et la précarité grandissante, en particulier dans la jeunesse.

L'heure n'est pas à la résignation, il nous faut réussir la convergence des luttes au travers de l'appel confédéral pour le jeudi 4 février et s'emparer des initiatives contre la loi de sécurité globale et des 3 décrets organisant le fichage des militants syndicaux.

Nous exigeons notamment, l'abandon des contre-réformes de l'Assurance Chômage, des Retraites et des allocations logement.

EMPLOIS SALAIRES PROTECTION SOCIALE, LE VOILA, L'ANTIDOTE.... LE 4 FEVRIER, TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION NOUS NE LACHERONS RIEN!

